



Analyse

Après la crise, un conte parfaitement immoral, par Jean-Paul Fitoussi

LE MONDE | 04.01.10 | 12h37 • Mis à jour le 04.01.10 | 12h37

L'année 2009, où les plus grands dangers furent conjurés grâce à l'action des Etats, se termine sur un goût amer. Les gouvernements sont accusés d'avoir été dispendieux, d'avoir accumulé des dettes insoutenables et de préparer ainsi la crise à venir. La Commission européenne, aphone au plus fort de la tempête, retrouve sa voix pour soumettre 20 sur 27 pays de l'Union à la procédure pour déficits excessifs ! Il conviendrait qu'ils reviennent aux limites "raisonnables" du pacte de stabilité. Mais il n'y a rien de raisonnable dans l'époque que nous vivons, rien de rationnel dans les enchaînements qui nous ont conduits à pareil résultat.

Le comble du cynisme est atteint lorsque les agences de notation se mettent à redoubler leur surveillance sur la dette des Etats, et que les marchés, qui en furent les victimes, leur accordent la plus grande attention. Combien d'épargnants, combien d'institutions financières, ont-ils acheté, confiants dans leur notation, des titres donnés pour sûrs, alors qu'ils incorporaient des risques considérables ?

Cette incompétence des agences de notation est aujourd'hui mise au service des marchés de titres publics. Elle fut coresponsable de la crise en sous-évaluant les risques inhérents à la détention de titres privés ! Les mêmes causes ayant les mêmes effets, elle pourrait être à l'origine d'un approfondissement de la crise si elle s'exprime par une surévaluation des risques attachés à la détention des titres publics. Alors les gouvernements dont la note est dégradée et ceux qui craignent le même sort, contraints de conduire des politiques d'austérité, déferaient en même temps les mesures qui ont permis de contenir la crise.

Le conte est parfaitement immoral. L'effondrement du PIB qui fut la conséquence des errements des marchés financiers et des agences de notation (- 4 % en zone euro, plus 6 millions de chômeurs depuis le début 2008) est pénalisé du fait de ses effets mécaniques sur les déficits. Et les efforts des gouvernements pour éviter que l'imaginaire avide des marchés n'emporte l'économie apparaissent, par un curieux retour des choses, comme autant de faiblesses par rapport aux "lois" de la comptabilité. Notons que ceux qui, critiquant les Etats, légitiment les primes de risques exigées par les marchés, semblent manquer d'informations comptables !

Selon le Fonds monétaire international (FMI), les pays du G20 ont consacré en moyenne 17,6 % de leur PIB au soutien direct du système bancaire et seulement, toujours en moyenne, 0,5 % du PIB en 2008, 1,5 % en 2009, et 1 % en 2010 en mesures budgétaires discrétionnaires. Et il convient de noter, puisque c'est la zone euro qui parmi les grands pays développés se trouve (et se pense) la plus vulnérable à la surveillance des marchés, que sur les trois années considérées, la somme des plans de relance de ses pays membres fut seulement de 1,6 % de son PIB, comparée à 5,6 % pour les Etats-Unis.

C'est là où l'effort méritoire des gouvernements fut de courte vue. Consacrer de telles sommes au sauvetage du système financier, sans exiger en retour de véritables garanties, peut être justifié par l'urgence, mais manque de prescience. Constaté que les agences de notation furent incompétentes, mais ne rien faire pour en régler le fonctionnement, semble aussi injurier le bon sens. Le contribuable va-t-il payer deux fois, une fois pour le sauvetage, et une autre parce que la dette contractée pour le faire est considérée de mauvaise qualité ?

On fait silence sur le coût considérable du sauvetage planétaire du système bancaire, et sur le coût historique en perte de PIB provoqué par ses dysfonctionnements, pour mettre en exergue le caractère dispendieux des sommes, mineures on l'a vu, consacrées par les Etats à l'atténuation des souffrances sociales.

Aussi, la pression sur les gouvernements monte-t-elle pour qu'ils réduisent les dépenses publiques et sociales ou qu'ils s'abstiennent de préparer l'avenir par des programmes d'investissement. En bref au lieu de s'interroger sur la responsabilité des politiques antérieures dans l'émergence de la crise, on s'emploie à hâter le retour à ces politiques ! Or la crise nous a enseigné trois leçons (au moins).

La première est qu'il convient de mettre le système financier sous surveillance, en le mieux régulant, pour qu'il ne puisse plus prendre de risques inconsidérés avec l'argent des autres, de ceux qui lui ont fait confiance, comme de ceux qui s'en sont tenus à l'écart (les contribuables). La deuxième est que la croissance ne fut soutenable (relativement) que dans les pays où le système de protection sociale est le plus développé, comme en France. La thèse selon laquelle si ces pays ont mieux résisté à la baisse, leur reprise sera plus lente, montre que ses tenants n'ont pas vraiment compris le concept de soutenabilité.

La troisième est que la crise fut globale et que la recherche à tout prix de la compétitivité ne ferait que l'aggraver. Les politiques de salut par les exportations n'ont de chances de réussir que si d'autres pays acceptent d'être en déficit. Une victoire à la Pyrrhus en somme, tant on connaît la responsabilité des déficits globaux dans la genèse de la crise. Il est encore temps de mettre en oeuvre ces enseignements.

Courriel : jeanpaul.fitoussi@ofce.sciences-po.fr.

Jean-Paul Fitoussi (Editorialiste associé)

Article paru dans l'édition du 05.01.10

Le Monde.fr

» A la une » Archives » Examens » Météo » Emploi » Newsletters » Talents.fr
» Le Desk » Forums » Culture » Carnet » Voyages » RSS » Sites du
» Opinions » Blogs » Economie » Immobilier » Programme » Le Post.fr groupe
Télé

Le Monde

» Abonnez-vous au
Monde à -60%
» Le journal en
kiosque



Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ visitez [Le Monde.fr](http://www.lemonde.fr)

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui